

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1270

[2009/201494]

**19 MARS 2009. — Décret modifiant le décret du 11 mars 2004
relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'ensemble du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des Missions régionales pour l'emploi, le mot "Mire" est remplacé par le mot "MIRE".

Art. 2. A l'article 2, alinéa 1^{er}, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots "en vue de les conduire vers un emploi durable" sont remplacés par les mots "pour les insérer dans un emploi durable et de qualité";

2° les mots "du 1^{er} avril 2004" sont insérés entre le mot "décret" et le mot "relatif".

Art. 3. A l'article 2, alinéa 2, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots ", dispensées prioritairement par des opérateurs de formation," sont insérés entre le mot "formation" et le mot "visant";

2° les mots "des offres d'emploi par rapport aux profils des bénéficiaires" sont remplacés par les mots "des profils de compétences des bénéficiaires aux offres d'emploi".

Art. 4. A l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° le point 4° est remplacé comme suit :

« 4° être bénéficiaire du revenu d'intégration sociale ou de l'aide sociale financière équivalente au revenu d'intégration sociale; »;

2° au point 6°, les mots "9, alinéa 3," sont remplacés par le mot "9bis";

3° l'alinéa 1^{er} est complété par un point 8° et un point 9° libellés comme suit :

« 8° être un travailleur engagé dans les liens d'un ou de plusieurs contrats de travail, dénommés "emplois de transition", tels que déterminés par le Gouvernement;

9° être un travailleur engagé dans le cadre d'un "emploi tremplin", tel que déterminé par le Gouvernement, à savoir le ou les contrat(s) de travail, à durée déterminée ou utilisant les aides à l'insertion dans l'emploi, constituant une étape formative dans les actions d'insertion socioprofessionnelle proposées, et pour lesquels les MIRE peuvent assurer l'accompagnement des bénéficiaires pendant une durée maximale de douze mois. »

Art. 5. A l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° le point "7°" est remplacé par le point "9°";

2° l'alinéa 2 est complété comme suit :

« mais présentent des caractéristiques socio-économiques les rendant particulièrement difficiles à intégrer dans le marché de l'emploi. »

Art. 6. A l'article 3, § 3, alinéa 2, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° au point 1°, les mots "maladie et invalidité" sont remplacés par les mots "maladie, invalidité ou assurance-maternité";

2° le point 2° est remplacé par la disposition suivante :

« 2° les périodes d'incarcération dans un établissement pénitentiaire ou de défense sociale; »;

3° au point 4°, le mot "trois" est remplacé par le mot "six";

4° l'alinéa 2 est complété par un point 5° libellé comme suit :

« 5° les périodes pendant lesquelles les bénéficiaires n'étaient pas inscrits comme demandeurs d'emploi parce qu'ils ont interrompu volontairement leur carrière pour assurer l'éducation de leurs enfants ou la prise en charge de proches en situation de dépendance ou de manque d'autonomie. »

Art. 7. A l'article 3, § 4, alinéa 1^{er}, les mots "au FOREm" sont remplacés par les mots "à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, tel qu'institué par le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, ci-après dénommé le "FOREm".

Art. 8. A l'article 4, § 1^{er}, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° le point 1° est remplacé par la disposition suivante :

« être constitués sous une des formes visées par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations; »;

2° le point 2° est abrogé;

3° le point 4°, a) est remplacé comme suit :

« a) le président du comité subrégional de l'emploi et de la formation territorialement compétent, ci-après dénommé CSEF; »;

4° au littera d) du point 4°, les mots "quatre représentants" sont remplacés par les mots "au minimum deux représentants" et les mots "comité subrégional territorialement compétent" sont remplacés par "CSEF";

5° au littera e) du point 4°, les mots "quatre représentants" sont remplacés par les mots "au minimum deux représentants" et les mots "comité subrégional territorialement compétent" sont remplacés par "CSEF";

6° le point 8° est remplacé par la disposition suivante :

« 8° élaborer un plan local intégré d'actions concerté et trisannuel, ci-après dénommé PLIC, dont le contenu est déterminé par le Gouvernement; »;

7° un point 9°, libellé comme suit, est inséré après le point 8° :

« 9° s'engager à transmettre, annuellement, aux services que le Gouvernement désigne et au CSEF, un plan d'action annuel, déclinant le PLIC et comportant, notamment, les objectifs d'insertion, ainsi qu'un rapport d'activité. »;

8° le § 1^{er} est complété par un point 10° rédigé comme suit :

« 10° s'engager à accompagner un minimum de bénéficiaires par travailleur équivalent temps plein actif au sein de la MIRE à l'exception des trois premiers travailleurs. »

Art. 9. L'article 5, § 1^{er}, du même décret, tel que modifié par l'article 35 du décret du 6 novembre 2008, est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 1^{er}. L'agrément est accordé par le Gouvernement pour une durée de trois ans, renouvelable. »

Art. 10. A l'article 5, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret, tel que modifié par l'article 35 du décret du 6 novembre 2008, les mots "comité subrégional" sont remplacés par "CSEF".

Art. 11. L'article 5, § 2, alinéa 2, du même décret, tel que modifié par l'article 36 du décret du 6 novembre 2008, est remplacé par l'alinéa suivant :

« En cas de demandes multiples, l'avis du CSEF est sollicité pour permettre au Gouvernement d'opérer un choix sur l'opérateur à agréer. »

Art. 12. Le Chapitre IV devient le Chapitre III.

Art. 13. 1° A l'article 10, § 2, du même décret, remplacé par l'article 39 du décret du 6 novembre 2008, les mots "sur la base des plans d'action et des rapports d'activité annuels" sont remplacés par les mots "sur la base des PLIC et des rapports d'activité annuels".

2° L'article 10, § 2, du même décret, remplacé par l'article 39 du décret du 6 novembre 2008, est, par ailleurs, complété par la disposition suivante :

« Le rapport d'évaluation est transmis par le Gouvernement au Parlement wallon. »

Art. 14. Le 5 de l'article 10 du même décret, tel que modifié par l'article 39 du décret du 6 novembre 2008, est abrogé.

Art. 15. A l'article 12 du même décret, les mots "instituée en vertu de l'article 12 du décret relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle" sont remplacés par les mots "du Dispositif".

Art. 16. Après l'article 12 du même décret, il est inséré un Chapitre IV, dont l'intitulé et l'article 12bis qu'il contient sont rédigés comme suit :

« CHAPITRE IV. — *Structure d'appui aux MIRE*

Art. 12bis. Le Gouvernement désigne une association sans but lucratif ayant les missions suivantes :

1° mutualiser, harmoniser et essaimer, au sein des MIRE, les outils, pratiques et méthodologies des MIRE;

2° professionnaliser le fonctionnement et assurer la visibilité des MIRE par :

a) un soutien administratif et logistique;

b) un soutien méthodologique à l'élaboration de projets innovants ou lors de difficultés passagères liées au management;

c) un soutien méthodologique, administratif et logistique dans le cadre de l'élaboration et de l'instruction de projets impliquant plusieurs MIRE;

d) une bonne diffusion de l'information;

e) l'organisation de la communication sur le présent décret et ses arrêtés d'exécution;

f) l'organisation de la formation continue des travailleurs des MIRE;

g) le développement et la maintenance de projets informatiques communs aux MIRE;

3° réaliser un plan d'actions et un rapport d'activité annuel qu'elle transmet au Gouvernement, aux conseils d'administration des MIRE et au Conseil économique et social de la Région wallonne.

Ces missions sont confiées à cette structure d'appui et sont précisées dans une convention, entre le Gouvernement et cette structure d'appui.

Le Gouvernement désigne cette structure d'appui à la suite d'un appel à candidatures publié sur le site du Service public de Wallonie et à une procédure de sélection qu'il organise dans les deux mois de l'entrée en vigueur du présent décret. Cette sélection se fait sur la base de critères lui permettant de s'assurer que cette structure, par la composition de son conseil d'administration, son statut et son plan d'actions pour l'année en cours, notamment :

1° est représentative des MIRE;

2° adhère au Dispositif et aux principes du présent décret.

Le Gouvernement est habilité à préciser ces critères.

Le Gouvernement octroie à cette structure d'appui une subvention qui peut notamment prendre la forme d'une aide telle que déterminée par ou en vertu du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, pour l'occupation et le fonctionnement d'une équipe composée d'au minimum quatre personnes dont deux chargées de projets, une personne notamment chargée de la gestion, de la maintenance et des développements informatiques d'un logiciel de gestion commun à l'ensemble des MIRE et une personne chargée du secrétariat.

Le Gouvernement est habilité à préciser les modalités d'octroi et de liquidation de cette subvention. »

Art. 17. L'article 13 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. La MIRE agréée peut bénéficier des subventions suivantes :

1° une subvention annuelle pour le salaire et les frais de fonctionnement des trois premiers travailleurs calculés en équivalent temps plein, qui peut, notamment, être octroyée sous la forme d'une subvention telle que déterminée par ou en vertu du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand;

2° une subvention annuelle de fonctionnement d'un montant maximal de 1.350 euros par bénéficiaire accompagné, tel que défini par le Gouvernement, à concurrence de vingt bénéficiaires maximum par travailleur équivalent temps plein actif au sein de la MIRE à l'exception des trois premiers travailleurs, qui peut, notamment, être octroyée sous la forme d'une subvention telle que déterminée par ou en vertu du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand;

3° une subvention versée par le FOREm sur la base de l'accord de partenariat conclu dans le cadre du Dispositif et de l'approbation, par le FOREm, des budgets afférents au PLIC lui incombant;

4° une subvention complémentaire, liée aux performances de la MIRE, dont le montant est plafonné à 20 % du montant des subventions visées aux points 1° et 2°;

5° une subvention complémentaire destinée à couvrir l'intervention dans les frais de personnel afférents à l'embauche compensatoire prévue par les partenaires sociaux.

Le Gouvernement est habilité à préciser les modalités de calcul, d'octroi et de liquidation des subventions visées aux points 1°, 2°, 4° et 5° de l'alinéa 1^{er}.

Le Gouvernement peut, selon les modalités qu'il détermine, octroyer à la Mire qui est mise en liquidation volontaire ou judiciaire une subvention destinée à permettre à la MIRE de supporter le coût salarial des travailleurs occupés par la MIRE lorsqu'un licenciement est notifié par la MIRE ou qu'un congé est notifié par le travailleur et dès lors que le préavis est presté par le travailleur.

Cette subvention est octroyée pendant la durée du préavis presté par le travailleur, telle que prévue par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ou la convention collective de travail n° 75 du 20 décembre 1999, conclue au sein du Conseil national du travail, relative aux délais de préavis des ouvriers, en ce, non compris les périodes d'incapacité de travail qui suspendent l'exécution du préavis non prises en charge par la MIRE.

Le Gouvernement indexe, en janvier de chaque année, la valeur des subventions visées à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, à l'exception de celles octroyées dans le cadre du décret du 25 avril 2002 précité, en multipliant la valeur des subventions de l'année précédente par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des mois de septembre et octobre de l'année précédente, divisée par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des mois de septembre et octobre de l'année antérieure à l'année précédente; ».

Art. 18. L'article 14 du même décret est abrogé.

Art. 19. L'article 15 du même décret est abrogé.

Art. 20. Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur du présent décret. Il peut déterminer les modalités transitoires.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 mars 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,

M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2008-2009.*

Documents du Parlement wallon, 916 (2008-2009), n^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance publique du 18 mars 2009.

Discussion - Votes.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1270

[2009/201494]

19 MAART 2009. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In het geheel van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling wordt het woord "Mire" vervangen door het woord "MIRE".

Art. 2. In artikel 2, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bewoordingen "op zoek naar een duurzame betrekking" worden vervangen door de bewoordingen "om ze in een duurzame kwaliteitsvolle betrekking te integreren,";

2° de bewoordingen "van 1 april 2004" worden ingevoegd tussen het woord "decreet" en het woord "betreffende".

Art. 3. In artikel 2, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bewoordingen ", die bij voorkeur gegeven worden door vormingsoperateurs" worden ingevoegd tussen de bewoordingen "aanpassings- en vormingssequenties" en de bewoordingen "om de werkaanbiedingen";

2° de bewoordingen "om de werkaanbiedingen met het profiel van de gerechtigden te laten overeenstemmen" worden vervangen door de bewoordingen "om de bevoegdheidsprofielen van de gerechtigden met de werkaanbiedingen te laten overeenstemmen".

Art. 4. In artikel 3, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het vierde lid wordt vervangen als volgt :

« 4° in aanmerking komen voor het leefloon of voor de aan het leefloon gelijkwaardige financiële sociale bijstand; »;

2° in punt 6, worden de bewoordingen "9, derde lid, vervangen door het woord "9bis,";

3° het eerste lid wordt aangevuld met een punt 8° en een punt 9°, luidend als volgt :

« 8° een werknemer zijn aangeworven in het kader van één of verschillende arbeidscontracten", genoemd "overgangsbetrekkingen", zoals bepaald door de Regering;

9° een werknemer zijn aangeworven in het kader van een "startbaanbetrekking", zoals bepaald door de Regering, namelijk, het (de) arbeidscontract(en) met onbepaalde duur of dat(die) de bijstand voor de inschakeling in het arbeidsproces gebruikt(en), dat een vormende fase vormt(en) in de voorgestelde acties inzake sociaal-economische integratie en waarvoor de "MIRE" de begeleiding van de gerechtigden gedurende maximum 12 maanden kunnen waarborgen. »

Art. 5. In artikel 3, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt "7°" wordt vervangen door punt "9°";

2° het tweede lid wordt aangevuld als volgt :

« maar die sociaal-economische eigenschappen vertonen, waardoor het bijzonder moeilijk is, hen te integreren in de arbeidsmarkt. »

Art. 6. In artikel 3, § 3, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1° wordt het woord "ziekte-en invaliditeitsverzekering" vervangen door het woord "ziekte-, invaliditeits- of zwangerschapsverzekering";

2° punt 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° periodes van gevangenzetting in een penitentiaire instelling of een instelling tot de bescherming van de maatschappij; »;

3° in punt 4° wordt het woord "drie" vervangen door het woord "zes";

4° het tweede lid wordt aangevuld met een punt 5° luidend als volgt :

« 5° de periodes waarin de gerechtigden niet ingeschreven waren als werkzoekenden omdat ze vrijwillig hun loopbaan hadden onderbroken om de opvoeding van hun kinderen of de tenlasteneming van naasten in een toestand van afhankelijkheid of van gebrek aan autonomie te waarborgen. »

Art. 7. In artikel 3, § 4, eerste lid, worden de bewoordingen "bij de FOREm" vervangen door de bewoordingen "bij de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), zoals ingesteld bij het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", hierna de "FOREm" genoemd".

Art. 8. In artikel 4, § 1, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1 wordt vervangen als volgt :

« opgericht zijn in één van de vormen bedoeld in de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen; »;

2° punt 2° wordt opgeheven;

3° punt 4°, a) wordt vervangen als volgt :

« a) de voorzitter van het territoriaal bevoegde subregionaal comité voor arbeidsbemiddeling en vorming, hierna het "CSEF" genoemd; »;

4° in littera d) van punt 4° worden de bewoordingen "vier vertegenwoordigers" vervangen door de bewoordingen "minstens twee vertegenwoordigers" en worden de bewoordingen "territoriaal bevoegde subregionaal comité" vervangen door "CSEF";

5° in littera e) van punt 4° worden de bewoordingen "vier vertegenwoordigers" vervangen door de bewoordingen "minstens twee vertegenwoordigers" en worden de bewoordingen "territoriaal bevoegde subregionaal comité" vervangen door "CSEF";

6° punt 8° wordt vervangen als volgt :

« 8° een geïntegreerd plaatselijk actieplan uitwerken, dat overlegd en driejaarlijks is, hierna "PLIC" genoemd, waarvan de inhoud door de Regering wordt bepaald; »;

7° een punt 9°, luidend als volgt, wordt ingevoegd na punt 8° :

« 9° zich ertoe verbinden jaarlijks aan de door de Regering aangewezen diensten en aan het "CSEF" een jaarlijks actieplan, dat het "PLIC" verder uitwerkt en dat met name de inschakelingdoelstellingen bevat, alsmede een activiteitenverslag over te maken. »

8° § 1 wordt aangevuld met een punt 10°, luidend als volgt :

« 10° zich ertoe verbinden een minimum aantal gerechtigden per voltijds equivalente werknemer die binnen de "MIRE" actief is, met uitzondering van de eerste drie werknemers, te begeleiden. »

Art. 9. Artikel 5, § 1, van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij artikel 35 van het decreet van 6 november 2008, wordt vervangen door volgende paragraaf :

« § 1. De erkenning wordt voor een verlengbare periode van drie jaar door de Regering verleend. »

Art. 10. In artikel 5, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij artikel 35 van het decreet van 6 november 2008, worden de bewoordingen "subregionaal comité" vervangen door "CSEF".

Art. 11. Artikel 5, § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij artikel 36 van het decreet van 6 november 2008, wordt vervangen door het volgende lid :

« In geval van veelvuldige aanvragen wordt het "CSEF" om advies verzocht opdat de Regering de te erkennen operateur zou kunnen kiezen. »

Art. 12. Hoofdstuk IV wordt Hoofdstuk III.

Art. 13. 1° In artikel 10, § 2, van hetzelfde decreet, vervangen door artikel 39 van het decreet van 6 november 2008, worden de bewoordingen "op grond van de actieplannen en de jaarlijkse activiteitenverslagen" vervangen door de bewoordingen "op grond van de "PLIC" en van de jaarlijkse activiteitenverslagen".

2° Artikel 10, § 2, van hetzelfde decreet, vervangen door artikel 39 van het decreet van 6 november 2008, wordt bovendien aangevuld met de volgende bepaling :

« Het evaluatieverslag wordt door de Regering aan het Waalse Parlement overgemaakt. »

Art. 14. Paragraaf 5 van artikel 10 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij artikel 39 van het decreet van 6 november 2008, wordt opgeheven.

Art. 15. In artikel 12 van hetzelfde decreet worden de bewoordingen "opgericht krachtens artikel 12 van het decreet betreffende het geïntegreerd stelsel inzake maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces" vervangen door de bewoordingen "van het Stelsel".

Art. 16. Na artikel 12 van hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk IV ingevoegd waarvan het opschrift en artikel 12bis dat het bevat, als volgt luiden :

« HOOFDSTUK IV. — *Steunstructuur voor de "MIRE"*

Art. 12bis. De Regering wijst een vereniging zonder winstoogmerk aan, die de volgende opdrachten heeft :

1° de middelen, praktijken en methodologieën van de "MIRE" binnen de "MIRE" onder elkaar verdelen, harmoniseren en opdelen;

2° de werking professionaliseren en de zichtbaarheid van de "MIRE" waarborgen via :

- a) een administratieve en logistieke steun;
- b) een methodologische steun bij de uitwerking van innoverende projecten of bij kortstondige moeilijkheden gebonden aan het management;
- c) een methodologische, administratieve en logistieke steun in het kader van de uitwerking en de behandeling van projecten waarbij meerdere "MIRE" betrokken zijn;
- d) een goede verspreiding van de informatie;
- e) de organisatie van de communicatie over dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan;
- f) de organisatie van de doorlopende vorming van de werknemers van de "MIRE";
- g) de ontwikkeling en de handhaving van informaticaprojecten die aan de "MIRE" gemeen zijn;

3° een actieplan en een activiteitenverslag opstellen die ze aan de Regering, aan de raden van bestuur van de "MIRE" en aan de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest) overmaakt.

Deze opdrachten worden aan die steunstructuur toevertrouwd en bepaald in een overeenkomst tussen de Regering en die steunstructuur.

De Regering wijst die steunstructuur aan ten gevolge van een oproep tot de kandidaten bekendgemaakt op de site van de Waalse Overheidsdienst en van een selectieprocedure die ze binnen twee maanden na de inwerkingtreding van dit decreet organiseert. Deze selectie geschiedt op grond van criteria waardoor ze zich ervan kan vergewissen dat die structuur door de samenstelling van haar raad van bestuur, haar statuut en haar actieplan voor het lopende jaar met name :

1° representatief van de "MIRE" is;

2° aansluit bij het Stelsel en bij de beginselen van dit decreet.

De Regering wordt ertoe gemachtigd om deze criteria nader te bepalen.

De Regering verleent een toelage aan die steunstructuur, die met name de vorm kan aannemen van een bijstand zoals bepaald bij of krachtens het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector, voor de tewerkstelling en de werking van een ploeg die met name bestaat uit minstens vier personen, waaronder twee belast met projecten, een persoon met name belast met het beheer, de instandhouding en ontwikkeling van een beheerssoftware gemeen aan het geheel van de "MIRE" en een persoon belast met het secretariaat.

De Regering wordt ertoe gemachtigd om de modaliteiten inzake de toekenning en de vereffening van deze toelage te bepalen.

Art. 17. Artikel 13 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 13. De erkende "MIRE" kan in aanmerking komen voor de volgende subsidies :

1° een jaarlijkse toelage voor het loon en de werkingskosten van de eerste drie werknemers berekend in voltijds equivalent, die met name toegekend kan worden in de vorm van een subsidie zoals bepaald bij of krachtens het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector;

2° een jaarlijkse werkingssubsidie voor een maximumbedrag van 1.350 euro per begeleide gerechtigde, zoals bepaald door de Regering, ten belope van maximum twintig gerechtigden per voltijds equivalente werknemer die binnen de "MIRE" actief is, met uitzondering van de eerste drie werknemers; die subsidie kan met name toegekend worden in de vorm van een subsidie zoals bepaald bij of krachtens het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector;

3° een subsidie gestort door de "FOREM" op basis van de partnerschapsovereenkomst gesloten in het kader van het Stelsel en van de goedkeuring door de "FOREM" van de begrotingen gebonden aan het "PLIC" die hij ten laste moet nemen

4° een bijkomende subsidie gebonden aan de prestaties van de "MIRE" waarvan het bedrag beperkt is tot 20 % van het bedrag van de in 1° en 2° bedoelde subsidies;

5° een bijkomende toelage bestemd om de tegemoetkoming in de personeelskosten te dekken, die gebonden zijn aan de compenserende indienstneming voorzien door de sociale partners.

De Regering wordt ertoe gemachtigd om de modaliteiten inzake de berekening, de toekenning en de vereffening van de toelagen bedoeld in 1°, 2°, 4° en 5°, van het eerste lid, te bepalen.

De Regering kan volgens door haar bepaalde modaliteiten een toelage toekennen aan de "MIRE" in vrijwillige dan wel gerechtelijke vereffening, opdat ze de loonkosten van de werknemers die ze in dienst heeft, zouden kunnen dragen wanneer een ontslag door haar betekend wordt of wanneer een verlof betekend wordt door de werknemer en voorzover de opzegtermijn door de werknemer gepresteerd wordt.

Deze toelage wordt toegekend gedurende de door de werknemer gepresteerde opzegtermijn, zoals bepaald bij de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten of bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 75 van 20 december 1999, gesloten binnen de Nationale Arbeidsraad, betreffende de opzegtermijnen van de werknemers, met uitsluiting van de periodes van werkonbekwaamheid die de uitvoering van de opzegtermijn schorsen en niet door de "MIRE" gedragen worden.

De waarde van de subsidies bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, wordt jaarlijks door de Regering geïndexeerd, met uitzondering van de subsidies toegekend in het kader van bovenvermeld decreet van 25 april 2002, door de waarde van de subsidies van het vorige jaar te vermenigvuldigen met het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) van de maanden september en oktober van het vorige jaar, verdeeld door het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) van de maand oktober van het jaar voor het vorige jaar. »

Art. 18. Artikel 14 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 19. Artikel 15 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 20. De Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit decreet. Ze kan de overgangsmodaliteiten bepalen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 maart 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Waals Parlement 916 (2008-2009), nrs. 1 en 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 18 maart 2009.

Bespreking - Stemmingen.